

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 19/12/2022

BAROMÈTRE D'OPINION : ATTITUDES DES FRANÇAIS A L'EGARD DE LA QUALITE DE L'AIR ET DE L'ENERGIE

Dans ce contexte de crise énergétique, la notoriété des énergies renouvelables est en forte hausse, tout comme la reconnaissance de leurs avantages. Par ailleurs la qualité de l'air extérieur continue d'inquiéter les Français qui se montrent globalement favorables aux mesures pour limiter la pollution, dont des mesures réglementaires contraignantes. L'ADEME dévoile aujourd'hui la 9ème vague de son baromètre d'opinion sur la qualité de l'air et l'énergie 2022.

Ce sondage a été réalisé auprès d'un échantillon de plus de 1000 personnes, représentatif de la population française de plus de 18 ans, via un questionnaire en ligne entre le 13 et le 22 septembre 2022.

73% des Français plébiscitent les EnR pour assurer l'indépendance énergétique de la France

Alors que les enjeux énergétiques sont au cœur de l'actualité, plusieurs filières d'énergies renouvelables voient leur niveau de notoriété augmenter par rapport à l'année dernière : + 8 points pour l'hydraulique (84%) et le solaire thermique (78%), + 3 points pour le photovoltaïque (90%). Et l'image de la filière solaire s'améliore nettement concernant en particulier sa capacité à assurer l'indépendance énergétique de la France (26%, + 9 pts), à lutter contre l'effet de serre (25%, + 9 pts). Elle est également considérée comme l'énergie la moins polluante (25%, + 9 pts) ou encore la moins chère à produire (22%, + 6pts). Parmi les énergies renouvelables, c'est l'énergie solaire photovoltaïque que les Français souhaitent voir développer en priorité.

Le soutien des Français à l'énergie nucléaire se renforce (« Développer le parc nucléaire grâce à une nouvelle génération de réacteurs nucléaires », +13 pts par rapport à 2021), nourri par une image de filière offrant performance (43%, + 6 pts) et indépendance (32%, + 8 pts). Toutefois, une majorité se positionne encore pour une réduction de la part du nucléaire dans le mix électrique français (53%, -7 pts).

L'investissement dans les énergies renouvelables n'a jamais autant séduit les Français

51% des Français seraient prêts à soutenir financièrement le développement de projets d'énergies renouvelables dans leur région.

Par ailleurs, face à l'incertitude pesant sur les prix et l'approvisionnement en énergie, l'intérêt pour investir dans les ENR pour son domicile est au plus haut (69%, +5pts). L'objectif est avant tout de faire baisser sa facture énergétique (64%, +8pts) mais aussi de sécuriser l'approvisionnement : 61% citent le fait d'être autonome dans sa consommation d'énergie. L'augmentation du prix de l'énergie est beaucoup plus citée que l'an dernier en tant que déclic pour investir (25%, +8pts).

Toutefois, les obstacles financiers demeurent. Seules 26% des personnes interrogées ont le projet d'investir dans les 12 prochains mois dans une ENR pour leur domicile, invoquant le coût trop élevé de l'investissement nécessaire.

Les Français se mobilisent pour économiser l'énergie

Les gestes de sobriété énergétique augmentent face à l'envolée des prix de l'énergie. 94% des personnes interrogées déclarent faire au moins un geste pour économiser l'énergie dans leur quotidien. Cette part a toutefois déjà été plus élevée (97% en 2018).

- Éteindre les lumières lorsqu'on quitte une pièce (72%, +9pts)
- Privilégier les ampoules basse consommation (58%, +4pts)
- Baisser ou éteindre le chauffage en cas d'absence prolongée (51%, +5pts)

Augmentation notable également concernant le port de vêtements chauds afin de pouvoir baisser la température de son logement (47%, +13 pts) ; et la limitation de sa consommation d'eau chaude (40%, +10 pts).

Les motivations associées aux gestes d'économie d'énergie sont le reflet de la période actuelle de crise : les motivations économiques (housse de la facture énergétique, baisse du pouvoir d'achat).

FOCUS QUALITÉ DE L'AIR

La dégradation de la perception de la qualité de l'air observée en 2021 se poursuit en 2022. Pour 30% (+6pts) des Français, l'air extérieur représente même une source de pollution pour l'air intérieur des habitations. En tout, 44% (+1pt) des Français témoignent de gênes à cause de la pollution de l'air.

La circulation routière (70%, +2pts) et les activités industrielles (58%, +1pt) restent les principales causes perçues de pollution, tandis que les activités agricoles sont de moins en moins identifiées comme telle (23%, -3pts).

En réponse à la dégradation perçue de la qualité de l'air, les mesures pour limiter la pollution de l'air sont majoritairement approuvées. Les mesures facilitant l'accès aux transports en commun, la mobilité douce ou encore le télétravail demeurent les plus plébiscitées (taux supérieurs à 80%)

Celles ayant un impact sur le budget des ménages voient leur soutien reculer légèrement, tout en restant majoritaire :

- Obligation de livraison des marchandises en ville par des véhicules propres même si cela pourrait se traduire par une légère augmentation des prix (64%, -1 pt)
- Interdiction toute l'année de la circulation des véhicules les plus polluants sur une partie de la ville ou de l'agglomération en fonction de leur vignette CRIT'Air (53%, -4 pts)

Pour la première fois depuis le début du baromètre, moins d'un tiers des Français déclare utiliser le chauffage au bois (30%, -4pts). Cette baisse provient quasi exclusivement de la baisse de l'usage plaisir ou d'agrément de ce mode de chauffage.

Dans l'ensemble, les Français ont peu conscience de l'impact du chauffage au bois sur la qualité de l'air (10% le désignent comme une source de pollution).

On observe cette année une **hausse globale de l'inquiétude concernant la qualité de l'air intérieur**, en premier lieu dans les transports (60%), mais également dans les bâtiments scolaires (57%, + 9pts par rapport à 2020).

En savoir plus :

- <https://librairie.ademe.fr/air-et-bruit/5983-attitude-des-francais-a-l-egard-de-la-qualite-de-l-air-et-de-l-energie-en-2022.html>



L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, du ministère de la Transition énergétique et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

www.ademe.fr



@ademe